

13 15
47

E. PILOT DE THOREY

Bibliothèque historique du Dauphiné

NOTES

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE DE GRENOBLE



GRENOBLE

Xavier DREVET, éditeur

LIBRAIRE DE L'ACADÉMIE

14, rue Lafayette, 14

SUCCURSALE A URIAGE-LES-BAINS

—
1880

Lk²

2839 Lk⁷

(5)



L'accueil sympathique que les lecteurs du journal le *Dauphiné* ont bien voulu faire à nos *Notes pour servir à l'histoire de Grenoble*, nous a engagé à les réunir en un petit volume que nous publions aujourd'hui.

On trouvera dans notre travail, non-seulement une nomenclature des événements et des faits tout à la fois les plus intéressants et les plus importants dont notre ville a été le théâtre depuis la fin du siècle dernier jusqu'à l'avènement de la monarchie en 1814, mais encore un grand nombre de documents de toute nature, inédits jusqu'à ce jour. Si parmi les nombreux événements ou simples faits que nous avons enregistrés il s'en trouve plusieurs qui, aujourd'hui, sont acquis à

l'histoire, et un grand nombre d'autres dont on peut trouver la relation ou la mention soit dans les ouvrages généraux ou périodiques de notre pays, soit dans des brochures spéciales, la plupart cependant, dont le souvenir est depuis longtemps effacé, sont relatés pour la première fois.

Pour rédiger ce recueil, qui résume sous la forme la plus brève, avec la plus grande impartialité et l'absence de toute appréciation personnelle, l'histoire contemporaine de Grenoble pendant une période de quatorze ans, nous nous sommes servi des divers ouvrages et journaux publiés jusqu'à ce jour, et principalement de notes manuscrites rédigées par des témoins oculaires des faits relatés, notes que nous avons en notre possession. Enfin les Archives du département de l'Isère et celles de la municipalité de Grenoble nous ont fourni la plupart des documents publiés.

E. PILOT DE THOREY.

NOTES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE GRENOBLE

1^{er} juillet 1799. — Départ pour Paris du général Championnet (1), qui venait d'être élargi de la prison de Grenoble, où il avait été enfermé par ordre du gouvernement. Quelques jours après, nommé commandant en chef de l'armée des Alpes, il fit, le 19 du même mois, son entrée dans notre ville, où il installa son quartier général. Championnet séjourna à Grenoble jusqu'au 21 août, jour où il partit pour se rendre à Embrun.

7 juillet 1799. — Arrivée à Grenoble du pape Pie VI comme prisonnier d'État. La compagnie à cheval de la garde nationale alla à sa rencontre, et pendant les trois jours que le souverain pontife resta à Grenoble, logé à

(1) Jean-Etienne Championnet, général en chef des armées de Rome, de Naples et des Alpes, naquit à Valence le 24 mai 1762; il mourut à Antibes, le 9 janvier 1800.

l'hôtel de Vaulx, près de la Citadelle, elle lui servit de garde. Pie VI partit pour Valence, ville qu'on lui avait assignée pour lieu de détention, le 10 juillet à trois heures du matin ; une foule innombrable d'habitants de tout état, de tout âge et de tout sexe s'était portée sur son passage, pour recevoir sa bénédiction (1).

2 octobre 1799. — Célébration à Grenoble, avec grande pompe et solennité, et en présence d'un grand concours d'habitants, d'une fête funèbre en l'honneur du général Joubert, tué quelque temps auparavant à la bataille de Novi. Toutes les autorités y assistaient en crêpe et les troupes étaient sous les armes. Le buste du général, couronné de lauriers et de chênes, placé sur un char funèbre qu'ornaient quatre génies en deuil, fut promené dans les différents quartiers de la ville, avec accompagnement de chants, de musiques et de décharges d'artillerie et de mousqueterie. Le cortège se rendit ensuite dans la salle décadaire, où plusieurs personnes, et entre autres Jean-Jacques Joly, capitaine au 6^{me} bataillon de l'Isère (2), et Jean-Baptiste Berthier, président de l'administration municipale, prononcèrent l'éloge de Joubert (3).

20 octobre 1799. — Remise d'un drapeau au 1^{er} bataillon de la garde nationale, par l'administration centrale du département, réunie à celle de la municipalité et à l'état-major de la division de Grenoble. Joseph Martin, président de l'administration centrale du département de l'Isère, ancien membre du Directoire de ce département

(1) Pie VI mourut à Valence le 29 août 1799, âgé de 82 ans.

(2) Devenu ensuite conseiller de préfecture du département de l'Isère et, le 5 germinal an XII, sous-préfet de l'arrondissement de Vienne : décédé le 1^{er} avril 1808.

(3) *Journal de Grenoble*, n^o 279.

et ancien procureur général syndic près le même Directoire, prononça un discours (1).

16 novembre 1799. — Dernière séance du club de Grenoble, dont l'un des derniers actes avait été l'envoi (16 octobre) d'une adresse au général Bonaparte (2).

22 novembre 1799. — Les fonctionnaires publics et la garnison de Grenoble prêtent serment à la nouvelle constitution, en présence d'une foule immense et aux cris répétés de vivent la République, le Consulat et Bonaparte !

24 décembre 1799. — Insurrection des soldats de la 2^e demi-brigade d'infanterie qui était de passage à Grenoble, venant de Suisse et se rendant à Nice ; ils voulaient toucher leur solde entière et refusaient un à-compte de deux décades. Le général Férino, commandant alors la division de Grenoble, déploya la plus grande énergie en cette circonstance, mais ne put cependant apaiser les mutins qu'en leur faisant compter sept décades de solde.

Durant le mois de décembre 1799, une épidémie de fièvre putride, ou fièvre d'hôpital (3), atteint à Grenoble

(1) *Journal de Grenoble*, n° 293.

(2) Cette adresse se trouve dans le *Journal de Grenoble*, n° 290. Il existe, en outre, une critique sévère de sa rédaction dans le *Spectateur*, n° 36, reproduite dans le précédent journal, n° 309.

(3) Parmi les documents publiés sur cette épidémie, nous mentionnerons les suivants : *Histoire de la fièvre qui a régné épidémiquement à Grenoble pendant les mois*, etc., par Troussel. Grenoble, Giroud, an VIII, in-8°. — *Constitution épidémique de Grenoble, des trois derniers mois de l'an VII et des six premiers mois de l'an VIII, avec la notice des maladies qui l'ont précédée et suivie*, etc., par Jean-Balthazard Laugier,

sa plus grande intensité. Ce fléau, qui avait pris naissance durant les derniers jours de septembre précédent, dans les hôpitaux militaires de cette ville, où l'on avait entassé un grand nombre de soldats blessés et malades, évacués des armées des Alpes et d'Italie, ne tarda pas à se propager avec rapidité dans toute la ville et même dans les environs, où, durant le cours de quatre mois, il occasionna les plus grands ravages.

La plupart des médecins furent atteints de cette cruelle maladie et quatre d'entre eux succombèrent, à savoir : les docteurs Jourdan-Duchadoz, praticien distingué que l'administration départementale de l'Isère avait désigné pour soigner le pape Pie VI et qui avait reçu à Valence ses derniers soupirs; Etienne Emery, ancien membre du Corps municipal de Grenoble, en 1795 (1); Mathieu Chabert et Cabannes, officier de santé en chef de l'hôpital militaire. Le célèbre Dominique Villar (2), ancien médecin

docteur en médecine, etc. Grenoble, Giroud, an IX, in-8°. — *Lettre de Frier, officier de santé* (sur les causes de l'épidémie), au *Journal de Grenoble* (n° 320). — *Arrêté de l'administration centrale du département de l'Isère du 22 frimaire an VIII, qui ordonne l'impression d'un rapport de la société de santé de Grenoble, sur les moyens préservatifs et curatifs de la maladie épidémique qui s'est manifestée dans les hôpitaux de ladite commune* (à la suite se trouve le rapport). Grenoble, J. Allier, in-8°. — *Délibération de l'administration municipale de Grenoble, concernant le lieu et le mode des inhumations, du 12 nivôse an VIII*. Grenoble, P. Cadou et David, in-8°, de 16 pages.

(1) Il était le père de Joseph-Augustin-Apollinaire Emery, chirurgien-major, médecin de Napoléon à l'île d'Elbe, et après son retour en France pendant les Cent-Jours; décédé au Grand-Lemps, le 4 octobre 1821.

(2) Villar était né au Noyer (Hautes-Alpes), le 14 novembre 1745; il mourut à Strasbourg le 27 juin 1814. La municipalité de Grenoble a rendu un juste hommage à sa mémoire en

de l'hôpital des religieux de la Charité, membre de l'Académie delphinale, alors médecin en chef de l'hôpital militaire et professeur d'histoire naturelle à l'école centrale de Grenoble, qui, à la première nouvelle de cette épidémie s'était empressé d'accourir de Paris, où il se trouvait, pour apporter à ses compatriotes les secours de son art, n'échappa point à cette contagion, dont il fut atteint, le 25 janvier 1800; ce ne fut que grâce à sa robuste constitution et aux soins minutieux dont l'environnèrent ses amis ou ses élèves, les docteurs Troussset, Gagnon, Langier, Caffarel, Botta, Charcos, Caire et Bilon, qu'il triompha de la maladie.

Comme témoignage rendu à leur dévouement et à leur abnégation, on nous permettra de mentionner ici les noms des médecins qui se distinguèrent le plus durant cette épidémie :

Henri Gagnon, ancien directeur et médecin de l'hôpital général, membre de la commission administrative des hospices et de la commission de surveillance du dépôt de mendicité de Grenoble, membre du jury de l'école centrale et du jury de médecine de l'Isère, l'un des directeurs de l'école de chirurgie établie à Grenoble en 1802, président du lycée ou société des sciences et des arts (1), de la société de santé (2) et de la société d'agriculture et d'histoire naturelle de l'Isère (3); décédé en 1813.

Jean-Baptiste Héraud, chirurgien distingué, professeur du cours d'accouchement depuis son organisation en 1775,

donnant son nom à l'une des rues de cette ville. — Consulter sur Villar la Biographie du Dauphiné de M. Rochas, et une étude biographique insérée dans le *Dauphiné*, par M. Aristide Albert.

(1) Société savante fondée à Grenoble le 19 mai 1796; elle remplaça l'ancienne Académie delphinale.

(2) Société fondée en 1797 à Grenoble.

(3) Société établie à Grenoble en 1798.

ancien lieutenant du premier chirurgien du roi, médecin des prisons et du dépôt de mendicité de Grenoble; décédé en 1816.

Claude Lalleman, plus connu sous le nom de père Ovide, natif de Toul, en Lorraine, ancien religieux de la Charité de Saint-Jean-de-Dieu et professeur à l'école de chirurgie que ces religieux avaient fondé à Grenoble en 1771; après la suppression de son ordre, il était resté dans notre ville, où il se distingua dans l'exercice de la chirurgie et où il mourut en 1844, à l'âge de 82 ans.

Etienne Troussat-Berard, né à Grenoble le 19 octobre 1769, docteur en médecine de la Faculté de Montpellier, élève de Fourcroy, de Chaptal et de Bertholon, professeur de chimie et de physique à l'école centrale du département de l'Isère, depuis le 4 novembre 1796, inspecteur des eaux minérales de ce même département, médecin à l'hospice civil de Grenoble, membre de la société des sciences et arts et du conseil d'agriculture des arts et du commerce du département de l'Isère, nommé professeur de clinique et de chimie médicale à l'École de chirurgie de Grenoble établie en 1802.

Jean-Baptiste Bilon, ancien chirurgien de l'hôpital de la Providence et de l'hôpital général de Grenoble, dont il fut l'un des directeurs; chirurgien en chef des hospices de Grenoble, professeur de pathologie générale et de clinique externe à l'École de chirurgie fondée en 1802, et successivement de l'École de médecine et de pharmacie établie en 1806; président du Comité central de vaccine de l'Isère (1802), de la Société de médecine (1803-1804), et membre de la Société des sciences et arts de Grenoble.

François-Marie-Hippolyte Bilon, fils du précédent, né à Grenoble en 1780, élève de Bichat et de Boyer; professeur de physiologie et d'opérations chirurgicales à l'École de chirurgie fondée à Grenoble en 1802, et à l'École de médecine et de pharmacie établie dans la même

ville en 1806; chirurgien à l'hôpital civil, membre de la Société des sciences et arts de Grenoble, membre de la Légion d'honneur, mort d'une affection de poitrine, le 29 octobre 1824.

François Billerey, né vers 1766, à Saint-Maximin (Isère), docteur en médecine de la Faculté de Paris, professeur de principes de médecine à l'École de chirurgie de Grenoble, puis de matières médicales, de thérapeutique et de clinique interne à l'École de médecine et de pharmacie de la même ville; devenu médecin en chef de l'hôpital civil, mort à Brié, le 27 octobre 1839.

Bernard Fournier, né à Grenoble, le 4 juillet 1768, devenu membre du Comité de vaccine du département de l'Isère, professeur d'anatomie descriptive à l'École de chirurgie de Grenoble, et successivement à l'École de médecine et de pharmacie de la même ville, membre du Comité de vaccine du département de l'Isère, chirurgien à l'hôpital civil, membre de la Légion d'honneur, décédé à Grenoble, le 10 août 1829.

1 janvier 1800. — Ouverture d'un cours de dessin, établi par Louis-Joseph Jay, ancien professeur de dessin à Montpellier, professeur de dessin à l'École centrale du département de l'Isère. C'est à ce peintre, né, d'après M. A. Rochas, à Saint-Hilaire-de-la-Côte (Isère), le 8 mars 1755, que l'on doit la création du Musée de peinture et de sculpture de Grenoble, dont nous aurons à parler ultérieurement.

1^{er} mars 1800. — Obsèques de Joseph-Antoine Lemaître, homme du plus grand mérite et avocat fort distingué. Reçu avocat au barreau du Parlement de Grenoble, le 1^{er} février 1758, après avoir fait ses études à l'Université d'Orange, il devint juge des terres du Chapitre de l'église cathédrale de Grenoble, des religieuses dominicaines de Montfleury et de la famille de Virieu;

puis, en 1790, président du tribunal criminel du département de l'Isère, fonctions qu'il occupa jusqu'à sa mort.

3 mars 1800. — Installation, comme maire de Grenoble, de Joseph-Marie de Barral de Montferrat, nommé par arrêté du Premier Consul du 8 germinal an VIII (20 mars).

Les diverses biographies concernant ce magistrat (1), offrant quelques lacunes et quelques inexactitudes, on nous permettra de relater ici les diverses fonctions auxquelles fut successivement appelé M. de Barral.

Joseph-Marie de Barral, marquis de Montferrat, fils de Charles-Gabriel-Justin de Barral de Rochechinard, conseiller au Parlement de Grenoble, était né dans cette dernière ville, le 21 mars 1742. Après avoir fait son droit à l'Université de Valence, il entra au barreau du Parlement, le 9 août 1759. Devenu conseiller à cette cour le 31 mars 1762, et ensuite président le 11 avril 1764, il embrassa avec ardeur les idées révolutionnaires, et fut l'un des fondateurs de la Société patriotique des Amis de la Constitution. Il fut ensuite lieutenant-colonel de la Garde nationale de Grenoble (1789); président de l'Académie delphinale; maire de Grenoble (février-nov. 1790); président de l'Assemblée administrative et du Directoire du département de l'Isère (15 juillet-3 novembre 1790); président du tribunal du district de Grenoble, et ensuite du tribunal civil du département (1790); juge de la Cour de cassation (2 mars 1791); chef divisionnaire de la garde nationale du district de Grenoble; maire de Grenoble (décembre 1792, réélu en juillet 1793 et le 27 juillet 1794); haut-juré de la Haute-Cour de justice (17 octobre 1795); membre de l'administration centrale du département de

(1) Albin Gras : *Deux années de l'histoire de Grenoble (Bulletin de la Société de statistique, 2^e série, t. 1, p. 166)*. — A. Rochas : *Biographie du Dauphiné*.

l'Isère (11 mai 1799); maire de Grenoble de nouveau (29 mars-21 juillet 1800); président unique du tribunal d'appel de Grenoble (juillet 1800), puis premier président du même tribunal (1804), et de la Cour impériale (1811-13 décembre 1815); président du collège électoral de l'arrondissement de Grenoble (1803); membre du Corps législatif (27 décembre 1803-1809), et membre de la députation de ce corps au Premier Consul. Il mourut à Grenoble le 14 juin 1828. L'Empire l'avait créé baron, puis comte et membre de la Légion d'honneur.

Avril 1800. — Durant le cours de ce mois, un grand nombre de jeunes Grenoblois s'enrolèrent dans la légion des Volontaires à cheval qui se formait à Paris, et s'équipèrent à leurs frais.

Vers la fin du même mois, une grande quantité de troupes de toutes armes passèrent à Grenoble, se rendant du côté du Mont-Cenis.

5 avril 1800. — Installation du premier préfet du département de l'Isère, Gabriel-Joseph-Xavier Ricard, ancien député de Provence à l'Assemblée constituante, en 1789; procureur général syndic du département du Var; successivement commissaire général civil près de l'armée d'Italie, et commissaire du gouvernement près de l'administration centrale du même département, nommé par arrêté du Premier Consul du 12 ventôse au VIII (2 mars).

Tous les corps militaires, civils et judiciaires, précédés d'une musique nombreuse, allèrent le prendre à son hôtel et le conduisirent à la préfecture, où il prononça ces paroles : « *J'ai accepté les fonctions dont le gouvernement a bien voulu m'honorer, pour rendre la justice, faire respecter les lois, réunir tous les partis, et pour être le soutien des citoyens honnêtes. Ma porte sera toujours ouverte à la probité, aux talents*

et à l'infortune. » Plusieurs coups de canon ont ensuite annoncé son installation. « *Le soir, ajoute le Courrier de Grenoble, toute la ville manifesta par des illuminations spontanées une joie que la crainte tenait depuis si longtemps en suspens.* » Le même journal rapporte que le préfet ayant été invité à vouloir bien honorer le spectacle de sa présence, il aurait répondu : « *Que ses occupations ne lui permettaient point encore de délasserment, que sa visite aux hôpitaux n'était pas encore faite, et que, dès qu'il aurait parcouru l'intéressant asile du pauvre, il pourrait, avec plus de satisfaction, aller à la Comédie.* »

11 mai 1800. — Représentation, au théâtre, de la pièce « *le Collatéral et le Présent,* » au bénéfice des habitants de Sinard, dont le village avait été complètement détruit par un incendie dû à la malveillance.

Le même jour, était arrivé à Grenoble un courrier extraordinaire, envoyé de Genève par le Premier Consul, donnant ordre de lui expédier immédiatement toutes les pièces d'artillerie et toutes les munitions de guerre que contenait cette ville.

5 juillet 1800. — Installation solennelle du tribunal d'appel et du tribunal de première instance de Grenoble. Plusieurs discours furent prononcés par Gabriel-Joseph-Xavier Ricard, préfet de l'Isère ; Marie-Joseph de Barral, président du tribunal d'appel ; Alexandre Royer-De-loche (1), commissaire public près le même tribunal, et

(1) Alexandre Royer, né à Grenoble le 1^{er} mars 1756, fut reçu avocat au Parlement de cette ville le 1^{er} décembre 1775, puis, quelques années plus tard, avocat consistorial. Il devint ensuite, successivement : membre du Corps municipal de Grenoble (février 1790) ; juge-président du tribunal du district de la Tour-du-Pin (1790) ; membre de l'assemblée administra-

Gabriel Perreton (1), président du tribunal de première instance (2).

Le tribunal d'appel, divisé en deux sections, se composait d'un président, d'un vice-président, de vingt juges, d'un commissaire ou accusateur public, et d'un substitut. En 1804, il prit le nom de Cour d'appel, et un second président et un procureur général remplacèrent le vice-président et le commissaire du gouvernement. En 1808, on ajouta à cette cour six juges auditeurs.

tive du département de l'Isère (1792) : député suppléant à la Convention (17 novembre 1792). Le 27 juin 1793, un arrêté des représentants du peuple Dubois-Crancé, Albitte et Gauthier, le destitua et le mit en état d'arrestation ; mais un décret de la Convention, rendu le 6 juillet, sur la proposition de Couthou, ordonna sa mise en liberté. Depuis, il fut commissaire du Directoire exécutif près le tribunal civil du département de l'Isère (1797) ; commissaire public près le tribunal d'appel (1800) ; procureur général près la Cour d'appel et la Cour impériale (1804-1816). Cette dernière année, il fut destitué, recevant pour dédommagement le titre de président honoraire. Appelé à être maire de Grenoble, le 14 octobre 1818, il exerça cette nouvelle magistrature jusqu'au mois d'août 1820 ; il mourut à Avignonnet, le 8 septembre 1842, et fut enterré au cimetière de Saint-Roch, de Grenoble. Il était membre de la Légion d'honneur.

(1) Gabriel Perreton, ancien avocat au Parlement de Grenoble, et ancien juge de diverses judicatures, fut nommé juge au tribunal civil du département de l'Isère, puis président du tribunal civil de l'arrondissement de Grenoble (juillet 1800), et enfin juge au tribunal d'appel de la même ville (1801). Destitué sous la Restauration, il se fit inscrire au tableau de l'Ordre des avocats, dont il devint bâtonnier ; fut élu député de l'Isère à la Chambre des représentants, en mai 1815, et mourut à Grenoble, sa ville natale, le 9 février 1836, à l'âge de soixante-dix ans.

(2) Ces discours sont reproduits dans le *Journal de Grenoble*, n° 412.

Le tribunal de première instance fut composé d'un président, de trois juges, de trois suppléants, d'un commissaire du gouvernement, remplacé en 1804 par un procureur impérial, et d'un substitut.

14 juillet 1800. — Célébration de la fête de la Concorde et pose de la première pierre d'un monument (1) élevé à la mémoire des braves du département morts au champ d'honneur durant les dernières guerres soutenues par la République. Voici en quels termes le *Journal de Grenoble*, n° 415, rend compte de cette solennité :

« Depuis la révolution, il n'y avait eu si grande affluence. Des salves d'artillerie, répétées d'heure en heure, la garde nationale et toute la garnison sous les armes, la présence des autorités civiles et militaires, des courses à pied et à cheval, des illuminations générales, des feux d'artifice, des danses et des symphonies publiques, tout enfin a signalé cette fête de la Concorde, qui a été en même temps celle de la reconnaissance que la patrie doit à ses généreux défenseurs, et c'est pour transmettre à la postérité les noms des braves de ce département morts au champ d'honneur qu'a été élevée la colonne dont le préfet a posé la première pierre, en prononçant un discours des plus pathétiques. »

15 octobre 1800. — Installation de Charles Renaudon comme maire de Grenoble, fonctions auxquelles il avait été appelé par arrêté du Premier Consul, du 28 fructidor an VIII (14 septembre 1800), en rempla-

(1) Nous ne savons où fut élevé ce monument, mais il est probable que ce fut dans le cimetière établi lors de l'épidémie de l'an VIII, près du chemin de Fontaine, au lieu des Pourrettes et à peu de distance de la rivière du Drac, cimetière supprimé lors de la création du cimetière actuel, en 1810.

cement d'Alexandre-Royer Deloche, non acceptant.

Charles Renaudon était né à Grenoble le 16 février 1757. Après avoir fait ses études de droit à l'Université d'Orange, il s'était fait recevoir au Barreau du Parlement de Grenoble, le 16 juillet 1778 ; depuis, il fut successivement membre du corps municipal de sa ville natale en 1795, maire de 1800 au mois d'avril 1815, et membre de la Chambre des représentants (mai-août 1815).

Déjà, en 1803, il avait été proposé candidat au Corps législatif par le collège électoral de Grenoble, et l'année suivante il avait assisté, comme maire de l'une des trente-six premières villes de France, à la cérémonie du sacre de l'empereur. Il mourut à Grenoble le 22 mars 1824. Il était chevalier de la Légion d'honneur (février 1805) et baron de l'Empire.

Renaudon a laissé à Grenoble de nombreux souvenirs de son administration ; c'est en effet durant sa longue magistrature qu'ont été créées des soupes économiques pour les malheureux, que la halle au blé a été installée dans l'ancienne église des Dominicains, qu'a été tracée et plantée la belle promenade de l'Esplanade de la Porte de France, qu'a été percée la rue des Récollets et qu'a été réorganisé le corps si utile des sapeurs-pompiers. On lui doit encore les premiers essais de pavage des rues, de sensibles améliorations dans l'éclairage public et la propreté des rues, de grandes réparations aux digues du Drac, à l'hôtel et au jardin de ville. Mais l'institution à laquelle le nom de Renaudon restera particulièrement attaché est celle des sociétés de secours mutuels, à la création et à l'organisation desquelles il ne cessa d'apporter constamment son bienveillant concours. Aussi, la municipalité de Grenoble reconnaissante a-t-elle donné, il y a quelques années, le nom de Renaudon à l'une de nos rues.

21 octobre 1800. — Les officiers de tous grades de la garnison de Grenoble envoient une adresse à Bonaparte, Premier Consul, après l'attentat dont il avait été l'objet le 10 octobre précédent. La municipalité en adressa également une le 25 du même mois, conçue en ces termes : « *L'hommage le plus flatteur pour le chef d'un gouvernement est de voir ses concitoyens craindre et trembler pour ses jours. Ce sentiment est partagé par tous les Français qui aiment la gloire et le bonheur de leur patrie ; il s'est manifesté dans cette ville avec une vive émotion en apprenant le complot dirigé contre votre personne. Recevez l'expression de notre indignation profonde et de notre sincère dévouement. Salut (1).* »

Moins de trois mois plus tard, un nouvel attentat ayant été dirigé contre le Premier Consul, le 24 décembre, la municipalité de Grenoble fit de nouveau parvenir à Bonaparte une adresse que nous croyons devoir reproduire (2 janvier 1801) : « *Général Consul, encore un nouvel attentat..... et malgré nos pressantes sollicitations vous avez négligé le soin de veiller sur vos jours ; si vous croyez avoir assez reçu pour notre gloire et pour l'immortalité, vous vous trompez, citoyen Consul : vous êtes responsable aux yeux de la postérité du bonheur de l'Europe et de la République française. Quel avenir affreux pesait sur nous, si ce crime horrible eût été consommé ! Vous devez à notre tranquillité et à votre sagesse la punition des coupables..... Les monstres ont changé les hymnes de la victoire et de la paix en cris d'horreur et d'indignation. Nous le répétons avec la France entière et nous vous renouvelons l'expression*

(1) Archives de la Ville : Registres de la correspondance, an IX.

de notre durable attachement. Nous sommes avec respect..... (1). »

23 octobre 1800.— Première opération, à Grenoble, de la vaccination, pratiquée par Dominique Villar fils sur son unique enfant, âgé pour lors de cinq mois, avec un fil imprégné de virus vaccin, que lui avait envoyé de Genève le docteur Odier.

Dominique Villar, né comme son père, le célèbre botaniste, au Villar, commune du Noyer (Hautes-Alpes), le 23 mai 1774, fut le premier et le plus fervent propagateur, dans notre département, de l'immortelle conquête médicale de Jenner. Villar a laissé divers mémoires sur la vaccine, notamment les suivants : Article sans titre et non signé inséré dans le *Journal de Grenoble*, n° 439, du 2 septembre 1800. — *Observation sur la vaccine*, Grenoble, J. Allier, germinal an IX, in-4° de 8 pages. — *Sur la vaccine*, Grenoble, Ferry, in-4° de 8 pages. — *Rapport sur la vaccine, lu à la séance publique de la Société de médecine de Grenoble, le 5 frimaire an XI*, Grenoble, J.-H. Peyronard, in-4° de 20 pages. (Ces deux derniers mémoires ont été faits en collaboration avec le docteur Gabriel Silvy.)

Après avoir été chirurgien à l'hôpital militaire de Grenoble, membre de la Société de médecine et professeur de principes de médecine à l'École de chirurgie de la même ville (1802), Villar fut nommé chirurgien en chef de l'hôpital d'Alexandrie, en 1803.

La Société de médecine de Grenoble et l'administration départementale de l'Isère firent tous leurs efforts pour propager la vaccine et surmonter l'incenscienne résistance des masses.

Un comité central de vaccine fut formé à Grenoble,

(1) Archives de la Ville : Reg. de la correspondance.

dans le sein de la Société de médecine, par arrêté du préfet du 4 décembre 1802 (1), et un grand nombre d'opuscules, concernant les bienfaits de l'inoculation, furent répandus à profusion, entre autres : *Instruction sur la vaccine, rédigée sur l'invitation du préfet du département de l'Isère, par la Société de santé de Grenoble*, Grenoble, Allier, in-4° de 8 pages (2). — *Arrêté du préfet du département de l'Isère relatif à la propagation de la vaccine et à l'extinction de la petite vérole*, Grenoble, Allier, in-4° de 8 pages (3). — *Les membres composant le Comité central de vaccine, établi à Grenoble, aux officiers de santé du département de l'Isère*, Grenoble, J. Allier, in-8° de 16 pages. — *Rapport sur la vaccine, fait à la Société de santé, le 9 janvier 1801, par Silvy*.

31 décembre 1800. — Inauguration du musée de peinture et de sculpture installé dans les salles de l'ancien évêché de Grenoble. Organisé par les soins de Louis-Joseph Jay, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler (4), cet établissement avait été créé par un arrêté de l'administration centrale du département de l'Isère, du 17 février 1798, approuvé par le ministre de l'Intérieur,

(1) Ce comité fut composé, à sa création, des docteurs Bilon, président, Chanoine, Silvy, Fournier et Comte.

(2) Ce rapport fut rédigé par les docteurs Bilon, Troussel, Silvy, Fournier, Villar fils et Morelot, dans le mois de mars 1801.

(3) Cet arrêté est du 1^{er} mai 1801.

(4) Voir sur l'établissement du musée les brochures suivantes : *Etablissement à Grenoble d'un Muséum public ou Collection de Tableaux et de Dessins de grands Maîtres; proposé à l'Administration centrale du département de l'Isère*. Grenoble, Giroud, in-8 de 20 p. — *Adresse du citoyen Jay, conservateur du Musée établi à Grenoble, à ses concitoyens*. Grenoble, Giroud, in-8 de 16 p.

le 3 avril 1800. Ce musée fut formé des objets d'art recueillis par l'administration départementale, lors de la vente des biens nationaux, des tableaux faisant partie de l'ameublement de l'ancien hôtel de Lesdiguières, qu'avait acquis la ville le 5 août 1719, de la famille de Villeroy, des dons du gouvernement et des achats faits avec le produit de souscriptions.

Les objets d'art qu'avait recueillis l'administration centrale comprenaient : six statues de grandeur naturelle, représentant les vertus, deux anges soutenant une couronne de fleurs, et deux lions en bronze, œuvre du sculpteur lyonnais Jacques Mimerel (1); seize tableaux de différentes écoles, attribués aux peintres Ribera dit l'Espagnolet, Andrea Sacchi, Carlo Maratta, Jacques Stella, Hallé, etc.; sept copies représentant : l'Ecole d'Athènes, la bataille de Constantin, la dispute du Saint-Sacrement, saint Léon allant au-devant d'Attila, et Héliodore chassé du temple (2), d'après Raphaël; le martyre de saint André, d'après le Dominiquin, et la descente de Croix, d'après Daniel de Volterre, le tout provenant de l'ancienne abbaye de Saint-Antoine de Viennois; — trente-cinq fragments de mosaïques, frises et statues antiques, dont un beau torse d'Apollon, provenant de la ville de Vienne; — quinze toiles attribuées à Brenet, Frontier,

(1) Ces divers objets d'art faisaient partie de l'autel que l'abbé de Saint-Antoine, Jean de Rasse, avait commandé en 1667 au sculpteur Mimerel, de Lyon, pour le prix de 10,000 livres. Les lions seuls sont encore au Musée: quant aux autres statues, le père Dassy nous apprend que diverses personnes lui avaient affirmé, sur preuves, que, sous une ancienne administration, comme la ville était endettée, un maire de Grenoble les avait vendues à un chaudronnier qui les avait fait fondre!!! (*L'Abbaye de Saint-Antoine*, p. 451). On trouvera dans le même ouvrage une description détaillée de cet autel.

(2) Les deux dernières de ces copies ont disparu du Musée sous l'administration de M. Renauldon.

Greuze, Lagrenée le jeune, etc., venant des propriétés nationales de l'arrondissement de la Tour-du-Pin; — dix-huit tableaux attribués à Philippe de Champaigne, La Hire, Stella, etc., et vingt-trois copies retraçant la vie de saint Bruno, d'après Lesueur (1), tirés du monastère de la Grande-Chartreuse; — vingt-cinq tableaux attribués à Carlo Maratta, Restout, Gerard-Seghers, Th. Blanchet, Pierre Mignard, Hermann, Fouquières, Salvator Rosa, Vanderkabel, Millet dit Francisque, etc.; dix-sept grandes toiles peintes par le frère André, dominicain du couvent de Grenoble, et retraçant des scènes de la vie du Christ (2); dix médaillons en marbre, représentant les bustes des Dauphins; le mausolée du chevalier Bayard (3), le buste en marbre du pape Benoît XIV, la

(1) Ces copies, que l'on dit avoir été faites sous les yeux de ce grand peintre, et même retouchées par lui, ont été restituées, ainsi que plusieurs autres toiles (Canonisation de saint Bruno, portrait du prieur général Dom le Masson, etc.), aux Chartreux, en 1825.

(2) Ces toiles, qui ornaient, avant la Révolution, l'église des Frères prêcheurs de Grenoble, convertie aujourd'hui en halle aux blés, ont été, sur une autorisation du préfet de l'Isère du 15 janvier 1805, réparties dans les diverses églises paroissiales de cette ville, de la manière suivante : à Notre-Dame, le Christ guérissant les aveugles de Jéricho, son entrée dans Jérusalem, le lavement des pieds, les noces de Cana; à Saint-Louis, le Christ chassant les vendeurs du temple, le Christ guérissant les malades, la résurrection de Lazare et la Chananéenne; à Saint-André, la multiplication des pains, la Samaritaine, le baptême de saint Jean et le Christ guérissant un malade; à Saint-Laurent, le Christ servi par des anges et le Christ donnant les clefs à saint Pierre; à Saint-Joseph, enfin, le Christ au milieu des docteurs, l'adoration des bergers et le Christ au Jardin des Olives.

(3) Ce mausolée, érigé au chevalier Bayard par Scipion de Polloud, vers le milieu du XVII^e siècle, dans l'église des Minimes de la Plaine, près Grenoble, se trouve actuellement dans l'église de Saint-André, où il fut transféré en 1803.

statue équestre en bronze et en demi-bosse du connétable de Lesdiguières (1); un groupe en marbre représentant l'Espérance allaitant l'Amour, et enfin sept tombeaux et inscriptions antiques, provenant des domaines nationaux de l'arrondissement de Grenoble.

Les premiers dons du gouvernement se composèrent de quelques toiles de prix dont on trouvera l'indication dans le livret actuel du Musée, et de plâtres moulés sur l'antique (l'Apollon du Belvédère, le Gladiateur Borghèse, Castor et Polux, l'Hermaphrodite, la Vénus de Médicis).

De l'ancien hôtel de Lesdiguières, provenaient, entre autres, un paysage et une marine de Claude Gellée, dit le Lorrain, et les portraits en pied d'Henri IV et du connétable de Lesdiguières.

Enfin, avec les souscriptions de divers habitants (2) et de cinquante-cinq élèves de l'École centrale du département, qui atteignirent la somme de 3,463 francs 50 cent., l'on fit l'acquisition de cinquante-huit tableaux et de cent quatre-vingt-quinze dessins ou gravures qu'avait, pour la plupart, recueillis le professeur Jay, lors d'un voyage qu'il avait fait en Italie, en l'an IV.

Le nombre des objets composant le Musée, à sa création, était de 703 (3).

Nous avons le regret de constater qu'un grand nombre

(1) Cette statue a été replacée au-dessus de la porte de la cour d'honneur du château de Vizille.

(2) Les premiers souscripteurs furent : Lenoir-Laroche, Jubié, Alricy, Gémisieux, Deomberousse, Mallein, Français, Nugue, Boisvert, Pison-du-Galand fils, Pâque, Didier, Bourcet père et fils, Bourguignon, Pisançon aîné, Billon-Dégallières, Lanfrey, Lethié, Dubouchage, Hercuais, Fontanille, Servonat, Prunelle, Toscan, Chanel, Orcellet, Peraud, Teste-le-Beau, Chabons, Flory, Sillans, Savoye-Rollin, Pascal, Dulin.

(3) Archives de l'Isère : Pièces concernant le Musée de Grenoble, série T 9.

des objets d'art et des tableaux réunis lors de la création du musée, n'y figurent plus aujourd'hui. Tandis que les uns ont été restitués à leurs anciens propriétaires, d'autres ont été vendus et même donnés sous l'administration de M. Renauldon, maire de Grenoble. D'autres enfin ont été distraits de 1802 à 1825 pour servir à l'ornementation des églises, chapelles et édifices publics de la ville. C'est avec plaisir que nous constaterons que M. Alexandre Debelle, conservateur actuel, a été assez heureux pour retrouver la plupart de ces derniers tableaux qui, par ses soins, ont été réintégrés dans le musée. Espérons que le martyre de Saint-André, de Jean Restout (1) et une Hérodiade d'Allori qui se trouvent encore dans l'église de Saint-André, ne tarderont pas à reprendre également dans nos riches collections la place honorable qu'ils n'auraient jamais dû quitter. Nous croyons devoir, en outre, faire remarquer que plusieurs toiles attribuées, lors de la formation du musée, à des peintres de premier ordre, ont été reconnues depuis n'être point l'œuvre de ces maîtres, et figurent encore dans notre musée, mais avec une attribution différente.

Pour en revenir à l'inauguration, ajoutons que des discours furent prononcés lors de cette solennité devant un auditoire des plus nombreux et des mieux choisis, par le préfet de l'Isère, le général Joubert de la Salette (2)

(1) Cette toile provenait de l'ancienne église collégiale de Saint-André de Grenoble. Sujette à être abîmée lors de restauration faite aux escaliers de l'ancien évêché, le maire de Grenoble, sur une autorisation du préfet, la fit transporter en mars 1803, dans l'ancienne église de Saint-André qui servait de salle décadaire et qui ne fut rendue au culte qu'en 1804.

(2) Pierre-Jean Joubert de la Salette, musicien distingué, né à Grenoble en 1762, était alors ancien général de brigade, inspecteur d'artillerie et membre du jury d'instruction publique du département de l'Isère. Il mourut en 1832.

et Louis-Joseph Jay. Le discours de ce dernier se trouve reproduit dans le *Journal de Grenoble*, n° 504, ainsi qu'une pièce de vers qui lui fut adressée par Dubois-Fontanelle et commençant ainsi :

Il est ouvert ce monument
Qui, par tes soins, tes travaux, ta constance :
Il t'assure à jamais de ce département
L'éternelle reconnaissance.

Louis-Joseph Jay resta conservateur jusqu'en 1815, époque à laquelle il fut destitué. Il se retira ensuite à Vienne, où il mourut le 7 juillet 1836. L'Académie des Beaux-Arts l'avait élu, le 20 août 1814, membre correspondant ; il a laissé un ouvrage intitulé : *Recueil de lettres originales des plus grands maîtres dans la peinture, la sculpture et l'architecture.*

25 janvier 1801. — Ouverture de soupes économiques pour les malheureux, dans les anciens bâtiments du couvent de Sainte-Claire, situés rue Pertuisière. Dans la suite, cette œuvre de bienfaisance fut réunie à l'hôpital général.

15 avril 1801. — Exécution à onze heures du matin, sur la place Grenette, d'Anne Darlay, âgée de 36 ans, condamnée à la peine de mort par le tribunal criminel de Grenoble, le 5 avril, pour crimes de vols et d'incendies. Depuis cette date jusqu'en 1805, douze exécutions eurent lieu à Grenoble, savoir : le 16 octobre 1801, celle des sieurs Rosset et Pillet, du département du Mont-Blanc, condamnés, le 14 août précédent, pour crime d'assassinat ; — le 24 avril 1802, celle de Marie Jacquin, veuve Jayet, et de son amant, Claude Izoard, de Voiron, condamnés pour crime d'empoisonnement sur la personne dudit Jayet ; — le 4 décembre de la même année, celle de Fleury Baumet et de Marianne Roy, veuve de Joseph Bonvallet,